

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 4 MARS 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRI

EDITORIAL

La rencontre des PC d'Europe à Madrid

Les trois dirigeants des Partis Communistes, Français (Georges Marchais), Italien (Enrico Berlinguer), Espagnol (Santiago Carillo) se sont rencontrés mercredi à Madrid.

Ces partis communistes qualifient volontiers cette rencontre " d'historique " car ils entendent à la fois soutenir le parti communiste espagnol en lutte pour la légalisation et préciser leur conception de " la liberté et du socialisme ".

En réalité, derrière la rencontre des trois dirigeants des partis communistes européens les plus importants, derrière l'existence affirmée de ces derniers eux-mêmes d'un " euro-communisme ", perce la volonté de prendre quelques distances par rapport à la politique de Moscou.

En effet, ces partis doivent, pour être légalisés (comme celui d'Espagne) ou tout simplement pour se donner une image responsable aux yeux de la bourgeoisie (pour ceux de France et d'Italie), rassurer les bourgeoisies occidentales. L'affaire des contestataires soviétiques, la répression contre les intellectuels en Union Soviétique, obligent d'autant plus ces partis à adopter une telle attitude que les bourgeoisies occidentales ne se gênent pas pour faire de ce thème un argument anti-communiste et s'en servir à toutes les sauces pour leur politique contre l'URSS.

Le PC espagnol devra payer politiquement pour être reconnu légalement par le gouvernement espagnol, il devra se montrer un opposant très respectueux. C'est à ce prix là seulement qu'il pourra obtenir d'être reconnu.

Quant aux partis communistes français et italien, ils sont plongés dans une situation telle que, avec les socialistes, ils peuvent actuellement prétendre accéder au pouvoir. Mais, cette bourgeoisie, qu'elle soit représentée par les partis de droite ou ceux de gauche comme les partis socialistes, n'est pas prête à les laisser facilement y parvenir. En France, par exemple, Mitterand peut très bien accéder au pouvoir et à ce moment là prendre beaucoup plus de distance vis-à-vis des communistes, voire même un jour, rompre avec eux. Aujourd'hui, les partis communistes européens sont prêts à condamner la répression en URSS alors que pendant près de 40 ans ils ont soutenu tous les crimes de Staline. Il leur faut

(Suite page 2)

MARTINIQUE

UNE LEÇON DE LA GRÈVE DES OUVRIERS DES DISTILLERIES. L'UNITÉ EST NÉCESSAIRE

La grève des ouvriers des usines et distilleries qui durait depuis plus de deux mois a pris fin le 25 février. Les ouvriers ont réussi à arracher aux patrons 13,50 % d'augmentation de salaire sur les 15,8 % qu'ils demandaient au départ.

Il aura fallu le début de la récolte pour que les patrons se décident enfin à lâcher cette augmentation. D'ailleurs, dans la foulée, et de peur que la récolte soit à nouveau compromise par des grèves, ils ont accordé aussi 13,50 % d'augmentation aux ouvriers agricoles qui réclamaient des salaires en proportion de la hausse des prix. Il faut toutefois préciser que celle-ci reste d'ailleurs bien supérieure à l'augmentation obtenue.

Quoi qu'il en soit, cette grève a été dure et longue pour les ouvriers des usines et distilleries. Cette intransigeance des patrons montre bien qu'il devient de plus en plus difficile aux travailleurs d'arracher au patronat des améliorations de leurs conditions de vie. En effet nous sommes maintenant entrés dans une période de crise économique que les

capitalistes essaient de faire payer aux travailleurs en les pressurant au maximum et en refusant de lâcher quelque augmentation de salaire que ce soit, alors que les prix galopent.

Eh bien ! cette situation doit montrer aux travailleurs la nécessité de s'unir dans la lutte contre le patronat. Ainsi les ouvriers des usines ont fait l'amère expérience de l'isolement dans la lutte car ils se sont retrouvés seuls en grève dans une période où les patrons manifestent plus résolument encore leur volonté de ne pas céder aux revendications ouvrières. Cette leçon doit être entendue et comprise par tous les travailleurs : leur intérêt va plus que jamais à l'heure actuelle dans le sens de l'unité de la classe ouvrière contre les patrons.

Et si les directions syndicales se refusent à appeler les autres secteurs à la solidarité lorsque des travailleurs sont en lutte dans une entreprise, les travailleurs doivent les y contraindre : car c'est la vie même de la classe ouvrière qui en dépend.

GUADELOUPE

Hôpital psychiatrique : le personnel mécontent

Le personnel de l'hôpital psychiatrique de Saint-Claude, actuellement transféré à Petit-Bourg, manifeste son mécontentement, notamment en exposant des pancartes à l'entrée de l'AGFRMO. Nous avons recueilli les informations suivantes :

Le personnel de l'hôpital psychiatrique de St-Claude, établissement qui pour l'instant a été transféré à Petit-Bourg, dans les locaux de l'AGFRMO, est entré en mouvement depuis le lundi 28 février. Il manifeste de diverses manières pour protester contre les conditions inadmissibles dans lesquelles sont placés les malades, ce qui rend le travail très difficile pour les employés.

En fait, l'hôpital psychiatrique a quitté St-Claude depuis la première évacuation, celle du 8 juillet. Depuis, il a d'abord été " installé " dans les locaux du nouveau centre hospitalier, qui est encore en chantier. Les malades y étaient parqués et il a bien fallu les transférer ailleurs. On les a donc placés dans les locaux scolaires, au centre de préformation de Petit-Bourg (AGFRMO). Mais les conditions n'y sont pas meilleu-

res, car les locaux ne sont nullement adaptés. Il n'est pas possible pour l'instant de retourner à St-Claude : c'est le point de vue des médecins actuellement. L'administration a promis depuis des mois de mettre en place des structures légères : on les attend toujours.

Le personnel ne peut continuer à travailler dans de telles conditions : ils ne sont pas en mesure de s'occuper convenablement des malades. Les employés exigent que l'on procède à une réorganisation du travail, et non pas dans le cadre de l'AGFRMO, mais dans un cadre propice. Ils ne demandent pas à retourner à St-Claude si ce n'est pas possible. Mais au moins

(Suite page 2)

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
7^{ème} supplément au mensuel N° 71

POINTE-A-PITRE

Le congrès régional du S.NES.

Le congrès régional du SNES (syndicat national des enseignants du second degré) s'est tenu à Pointe-à-Pitre, les 2 et 3 mars. Il réunissait des enseignants de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane, qui ont exposé les problèmes qui se posent aux Antilles et en Guyane dans le domaine de l'éducation.

Les délégués ont dénoncé l'insuffisance des moyens mis à la disposition des enseignants, le manque de locaux, de matériel, le manque de personnel, le déséquilibre qui s'ensuit dans le domaine des horaires. Ils ont réclamé également la possibilité pour les enseignants du second degré d'acquérir une formation sur place.

Toutes ces revendications sont certes justifiées. Mais le SNES n'en est pas moins resté dans le cadre de ce qu'il est : une organisation fondamentalement

réformiste, qui pose les problèmes de manière corporatiste. En effet, ces revendications sont formulées dans le cadre de l'éducation nationale : il n'y a pas d'analyse globale de la situation, qui aurait permis de constater que ces problèmes existent, parce que l'enseignement fait partie d'un tout, la société coloniale et capitaliste dans laquelle nous vivons. Et ce n'est que lorsqu'on aura changé cette société que disparaîtra cette éducation au rabais, destinée à donner aux jeunes juste assez de connaissances pour qu'ils fournissent le plus de profits aux patrons.

Il existe au sein du SNES une tendance "lutte de classes", au sein de laquelle militent les enseignants révolutionnaires. Ce sont ces positions qu'ils défendent à l'intérieur du syndicat.

FORT-DE-FRANCE

Meeting Combat Ouvrier

Mardi 1er mars, une cinquantaine de personnes vinrent assister à la réunion publique que tenait notre tendance à Fort-de-France.

Après avoir montré toutes les difficultés pour les travailleurs de se présenter aux élections, nos camarades expliquèrent la position des communistes révolutionnaires sur les élections et affirmèrent qu'une fois au cours de ces élections municipales comme toutes les autres ne changeront rien au sort des travailleurs.

Puis nos camarades exposèrent le programme d'une municipalité révolutionnaire qui aurait comme premier souci d'aider les travailleurs, les chômeurs, toute la population à s'organiser pour améliorer ses conditions de vie.

Ensuite l'auditoire eut la parole et de nombreuses questions furent posées, notamment sur les raisons pour lesquelles un accord Combat Ouvrier/G.R.S. ne s'était pas conclu à l'occasion de ces élections. La réunion se clôtura aux acclamations de l'Internationale.

EDITORIAL

(suite)

multiplier les preuves de bonne foi et les phrases rassurantes, au lieu de mobiliser résolument les travailleurs contre la bourgeoisie pour avoir une chance d'être tolérés par elle.

Ainsi s'expliquent les distances calculées que ces partis prennent vis-à-vis de la politique de l'URSS au nom de "l'euro-communisme", dans la rencontre de Madrid.

GAUDELLOUPE

ECHOS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE (Sainte-Rose)

Mardi soir. Combat Ouvrier ouvrait sa campagne électorale au bourg de Ste-Rose.

Une centaine de personnes écoutèrent attentivement la conférence. A la fin, une discussion très vive se poursuivit en particulier avec des jeunes soutenant la "liste d'union populaire" animée par le groupe politique nationaliste issu du GONG, dirigeant les syndicats UTA, UPG, UGTG. Certains d'entre eux ne dépassèrent pas le stade de la calomnie et de l'injure; d'autres discutèrent plus sérieusement sans toutefois partager nos positions. Cette discussion se termina malgré tout dans le calme après que les militants des différentes tendances eurent exprimé leur point de vue.

Jeudi soir.

C'est à Cacao que nos camarades parlaient. Un conseiller municipal de Charles Gabriel reprocha aux orateurs de n'attaquer que Sainte-Rose comme si cette commune était la plus déshéritée de la Guadeloupe. Il lui fut répondu que toutes les communes de la Guadeloupe connaissent les mêmes problèmes et que, étant à Sainte-Rose, c'est de Sainte-Rose que nous devons parler.

En fait, cette pirouette lui a permis d'exprimer le désaccord de la municipalité de Charles Gabriel avec notre politique. Nous aurions préféré qu'il s'attaque à notre programme, sur des points bien précis... la discussion n'aurait été que plus fructueuse.

ACHETEZ

LE MENSUEL

COMBAT OUVRIER

Hôpital psychiatrique

(SUITE)

que l'on aménage quelque chose dans une zone non directement menacée de la région de Basse-Terre.

Ils mettent également en avant l'exigence de la garantie de l'emploi pour les employés du secteur psychiatrique de la région des Abymes, lors du transfert prochain dans le nouvel hôpital.

Enfin, ils demandent que les indemnités auxquelles ils ont droit à cause de l'évacuation qui date pour eux de juillet, leur soient versées. Ils tiendront une journée portes ouvertes le dimanche 6 mars, où ils invitent la population à s'informer sur les mauvaises conditions dans lesquelles se trouvent les malades.

GAUDELLOUPE

A propos de la canne

Jusqu'à présent le prix de la tonne de canne n'a pas encore été fixé. Les petits planteurs refusent toujours de livrer leurs cannes à l'usine. D'après certaines rumeurs, le gouvernement fixerait ce prix à un niveau encore plus bas que celui de l'année dernière qui était de 109 frs ; or le coût de la vie a augmenté d'après la CGTG de 35 à 40 %...

L'UPG estime le prix de revient d'une tonne de canne pour un petit planteur à plus de 166 frs, c'est donc ce prix là au moins que ce syndicat estime nécessaire à accorder aux paysans pour leur canne. La CGTG, elle, réclame 135,60 frs la tonne. D'une façon générale les syndicats quoique divisés sur certains points maintiennent leur mot d'ordre de grève en attendant la décision de la commission de Bruxelles.

La lutte se poursuit.

GAUDELLOUPE

BONNE-MÈRE : le banditisme des capitalistes de la S.I.S.

Dans la région de Bonne-Mère, à Bis plus exactement, certains anciens travailleurs de l'usine, licenciés il y a trois ans après la fermeture de l'usine Bonne-Mère n'ont jamais été indemnisés.

Des ouvriers ayant travaillé pendant 32 ans à l'usine se sont retrouvés purement et simplement à la porte sans un sou, après avoir été exploités sans vergogne par les capitalistes de la S.I.S. Alors qu'ils avaient été ouvriers permanents pendant des dizaines d'années, la direction les avait déclarés saisonniers. Elle se sert maintenant de cet argument pour refuser de leur accorder leur indemnité de licenciement. Mais il y a pire, car maintenant les capitalistes de Bonne-Mère réclament près d'un million à ces travailleurs pour racheter la maison et le lopin de terre sur lequel ils vivent depuis de dizaines d'années.

Si l'usine refuse d'indemniser ses anciens travailleurs, la seule solution pour eux sera de s'organiser pour garder leur maison et leur terre en dédommagement des années de labeur passées à l'usine.